

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITE DES CRIMES COMMIS CONTRE LES JOURNALISTES

COMMUNIQUE DE PRESSE

« *Un journaliste tué tous les quatre jours ces dix dernières années, et neuf meurtres sur dix sont restés impunis* », déplorent les Nations Unies, à l'occasion de ce 2 novembre, Journée internationale de la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes.

Parmi eux, figurent des cas tristement connus d'infatigables travailleurs de l'information burundais. Christophe Nkezabahizi, journaliste à la radiotélévision nationale, assassiné le 13 octobre 2015 et dont toute la famille a été décimée le même jour par des policiers. Jean Bigirimana, reporter du journal Iwacu, a été enlevé l'année suivante, le 22 juillet 2016, par des agents du Service national des renseignements. Sa famille, sous le poids de menaces et de harcèlement, a été forcée à l'exile. Sur ces deux, aucune enquête commanditée et, donc, aucune volonté de justice pour les familles meurtries.

« *Quelle tristesse ! Et quelle ironie, lorsque le Chef de l'Etat déclare aux yeux du monde que la justice burundaise travaille en toute indépendance, alors qu'elle n'arrive pas à se détacher de la mainmise du pouvoir, ne fut-ce que pour faire la lumière sur ces deux cas, et poursuivre les auteurs de ces crimes* », a regretté Alexandre Niyungeko, président de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ).

2015. L'année noire pour le monde médiatique au Burundi. Cinq médias : Rema FM (proches du parti au pouvoir), Radio Publique Africaine, Radio Isanganiro, Radio Bonesha et Radiotélévision Renaissance sont démolis à la grenade et à l'arme lourde par la police burundaise. Pour ces quatre médias indépendants, les responsabilités n'ont jamais été établies. Par la suite, plus de cent journalistes, harcelés et menacés de mort, prennent le chemin de l'exil.

Aujourd'hui encore, les journalistes burundais, malgré un courage indéfectible, sont empêchés de faire correctement leur travail : ils sont battus, incarcérés, discriminés, leur matériel de travail confisqué. Des menaces non voilées sont prononcées, notamment par le président de la République en personne, qui s'en est pris aux journalistes qui rapportent les informations sur la pandémie de Covid-19. Un message visant clairement la censure et l'autocensure pour les médias œuvrant encore au pays.

« Ces crimes et l'impunité qui les caractérise constituent une entorse grave à la liberté de la presse et d'expression. Nous exhortons les autorités burundaises et la justice en particulier à enfin prendre les mesures nécessaires pour endiguer ces actes et sanctionner leurs auteurs, dans le respect de la loi », a appelé Alexandre Niyungeko, président de l'UBJ.